Conto corrente con la posta

Anno 88° — Numero 294

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Martedì, 23 dicembre 1947 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

AVVISO AGLI ABBONATI

Allo scopo di evitare interruzioni nell'invio della *Gazzetta Ufficiale*, si pregano i Signori Abbonati, nonchè le Amministrazioni Comunali, di voler provvedere tempestivamente — in conformità delle tariffe suindicate — al rinnovo dell'abbonamento per l'anno 1948.

LA LIBRERIA DELLO STATO

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 13 novembre 1947, n. 1422.
Approvazione dello scambio di Note effettuato in Roma fra l'Italia e la Francia, circa il recupero di navi mercantili francesi affondate nelle acque territoriali italiane.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Ha sanzionato e promulga la seguente legge approvata dall'Assemblea Costituente:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data allo scambio di Note effettuato in Roma, fra l'Italia e la Francia, il 1° giugno 1946, circa il recupero di navi mercantili francesi affondate nelle acque territoriali italiane.

Art. 2.

Per l'attuazione del precedente art. 1 è autorizzata la spesa di lire 1.200.000.000 da stanziare nello stato di previsione della spesa del Ministero della difesa (Marina).

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere, con propri decreti, alle occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 1° giugno 1946.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 13 novembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — PELLA — DEL VECCHIO — CINGOLANI — CAPPA — TOGNI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Scambio di Note fra l'Italia e la Francia

AMBASSADE
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN ITALIE

Rome, le 1er juin 1946

Monsieur le Ministre,

En me référant aux conversations intervenues entre le Gouvernement italien et le Gouvernement français au sujet de la question des navires français coulés dans les eaux territoriales italiennes, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit:

1. Le Gouvernement italien procédera, dès la signature du présent accord, directement ou par l'entremise d'entreprises privées au renflouement des navires français mentionnés dans la liste *A*) et actuellement coulés dans les eaux territoriales italiennes, ainsi qu'à leur réparation et à leur remise en état par des chantiers navals italiens, de façon à les remettre en condition complète de navigabilité.

Les travaux afférents seront effectués sous la responsabilité et aux frais du Gouvernement italien. La main d'oeuvre et le matériel nécessaires pour lesdits travaux seront fournis par l'Italie.

Le Gouvernement italien remboursera au Gouvernement français les dépenses engagées par celui-ci pour la mise à flot du « Général Gassouin » et du « Lezardrieux ».

Les travaux seront poursuivis sans désamparer et dans les délais les plus rapides; pour chacun des navires une commission mixte franco-italienne évaluera la durée maximum des réparations, et fixera la date de présentation aux essais avant livraison.

2. Les réparations seront effectuées sous la surveillance d'un agent de la société de classification (Bureau Veritas ou Lloyd's Register) à laquelle le navire est déjà classé. Cet agent devra s'assurer que les travaux sont effectués dans conditions telles qu'à leur achèvement la cote n. 1 du Bureau Veritas ou du Lloyd's Register puisse être attribuée au navire. Les frais de cette surveillance seront à la charge de l'Italie.

Les représentants de la Marine Marchande Française auront en tout temps accès à bord et adresseront, s'il y a lieu, toutes observations qu'ils estimeraient nécessaires au sujet de l'exécution des réparations. Ils se mettront à cet effet en rapport avec les personnes responsables désignées par le Gouvernement italien pour assurer la conduite des travaux.

3. En fin de travaux, chaque navire sera remis aux délégués du Gouvernement français dans le port où auront été effectuées les réparations après que les essais et habituelles épreuves de réception auront été exécutés à leur entière satisfaction. Les frais de ces épreuves et essais avant réception seront à la charge de l'Italie.

Il est entendu que chaque navire sera livré muni de tous les agrés, apparaux, installations et outillage et pièces de rechange prévus aux spécifications de construction, tant sur le pont que pour les aménagements et les machines, mais sans approvisionnements de combustible, matières grasses et dotations de bord autres que ceux nécessaires à l'exécutions des essais.

4. Le Gouvernement français ou les propriétaires des navires prendront à leur charge les assurances des navires à compter de la date de réception, comme il est dit au paragraphe 3.

5. A titre de compensation pour les travaux précités de renflouement et de réparations, le Gouvernement français en son nom et de façon à lier tous autres intéressés, cède au Gouvernement italien la propriété des navires figurant sur la liste *B*), dans l'état où ils se trouvent au moment de la signature du présent accord.

La propriété est cédée libre de tout privilège, hypothèques et charges quelconques, à l'exception des droits éventuellement acquis par des ressortissants ou sociétés italiens, à l'occasion d'opérations de renflouement ou de réparations effectuées sur les navires.

Le Gouvernement français déclare prendre à sa charge le règlement des rapports concernant la dite cession, avec les propriétaires des navires et tous autres intéressés, et s'engage à garantir le Gouvernement italien de toute action qui serait intentée par toute personne qui avait des droits réels sur les navires, dont la propriété lui est cédée.

En ce qui concerne le « Tourquenois », le Gouvernement italien remboursera le Gouvernement français des dépenses déjà engagées pour son renflouement.

6. En ce qui concerne les bâtiments fluviaux français coulés dans les eaux territoriales italiennes, le Gouvernement français procédera lui-même à l'exécution des travaux de renflouement, de réparation et de remise en état de ces derniers, s'il le juge utile; il procédera lui-même et à son bénéfice à la vente des épaves qu'il estimera devoir effectuer.

Tous les travaux afférents seront concédés directement par le Gouvernement français à des entreprises privées italiennes avec lesquelles il concluera des contrats particuliers. La surveillance technique de ces travaux sera exécutée directement par les déléguées du Gouvernement français.

Le Gouvernement italien donnera toute l'aide et l'assistance voulues à ces délégués dans l'exécution de leur travail, notamment pour le remorquage des unités précitées de leur lieu de renflouement ou de réparation sur tel ou tel port qu'ils désigneront et ce, aux conditions les plus économiques pour le Gouvernement français.

Le Gouvernement italien versera en lires à un compte ouvert dans une banque italienne (à désigner) au nom du représentant de la Mission Marine Marchande en Italie les sommes correspondantes au montant des fournitures de produits pétroliers lourds effectuées par le Gouvernement français à l'Italie. Un accord particulier sera signé à cet effet.

Une avance de 50 millions de lires, à régulariser ultérieurement sera faite dès la signature du présent accord, ceci afin de permettre le financement des opérations de renflouement et de réparation actuellement en cours.

Le Gouvernement français fera sien le règlement de toutes les dépenses engagées par lui et concernant les bateaux fluviaux, à l'égard d'entreprises privées ou d'administrations italiennes.

Si le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède, la présente Note et la Note de réponse que vous voudrez me faire parvenir à ce sujet seront considérées comme un accord passé en la matière entre les deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

G. BALAY

A Son Excellence ALCIDE DE GASPERI
Ministre des Affaires Etrangères - Rome

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LISTE *A*)

Général Gassouin
Pierre Claude
San José
Esterel
Remois
Jacques Schiaffino
Arizona
Lezardrieux
Rabelais
Chef Mécanicien Armand Blano

LISTE *B*)

Cap Figalo
Tourquenois
Min
Boucaroni
Hermia
Saint Brieuc
Marsa
Congo
Tlemcen
Thésée
Montesquieu
Saint Nazaire
Kakoulima
Maurice Delmas
Ginouse
Bruni
Jutland
Benty
Ouergha
Sidi Okba

Roma, 1° giugno 1946

Signor Incaricato d'Affari,

Con Nota in data odierna Ella mi ha comunicato quanto segue:

« En me référant aux conversations intervenues entre le Gouvernement italien et le Gouvernement français au sujet de la question des navires français coulés dans les eaux territoriales italiennes, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit:

1. Le Gouvernement italien procédera, dès la signature du présent accord, directement ou par l'entremise d'entreprises privées au renflouement des navires français mentionnés dans la liste *A*) et actuellement coulés dans les eaux territoriales italiennes, ainsi qu'à leur réparation et à leur remise en état par des chantiers navals italiens, de façon à les remettre en condition complète de navigabilité.

Les travaux afférents seront effectués sous la responsabilité et aux frais du Gouvernement italien. La main d'oeuvre et le matériel nécessaires pour lesdits travaux seront fournis par l'Italie.

Le Gouvernement italien remboursera au Gouvernement français les dépenses engagées par celui-ci pour la mise à flot du « Général Gassouin » et du « Lezardrieux ».

Les travaux seront poursuivis sans désamparer et dans les délais les plus rapides; pour chacun des navires une commission mixte franco-italienne évaluera la durée maximum des réparations, et fixera la date de présentation aux essais avant livraison.

2. Les réparations seront effectuées sous la surveillance d'un agent de la société de classification (Bureau Veritas ou Lloyd's Register) à laquelle le navire est déjà classé. Cet agent devra s'assurer que les travaux sont effectués dans conditions telles qu'à leur achèvement la cote n. 1 du Bureau Veritas ou du Lloyd's Register puisse être attribuée au navire. Les frais de cette surveillance seront à la charge de l'Italie.

Les représentants de la Marine Marchande Française auront en tout temps accès à bord et adresseront, s'il y a lieu, toutes observations qu'ils estimeraient nécessaires au sujet de l'exécution des réparations. Ils se mettront à cet effet en rapport avec les personnes responsables désignées par le Gouvernement italien pour assurer la conduite des travaux.

3. En fin de travaux, chaque navire sera remis aux délégués du Gouvernement français dans le port où auront été effectuées les réparations après que les essais et habituelles épreuves de réception auront été exécutés à leur entière satisfaction. Les frais de ces épreuves et essais avant réception seront à la charge de l'Italie.

Il est entendu que chaque navire sera livré muni de tous les agrés, apparaux, installations et outillage et pièces de rechange prévus aux spécifications de construction, tant sur le pont que pour les aménagements et les machines, mais sans approvisionnements de combustible, matières grasses et dotations de bord autres que ceux nécessaires à l'exécutions des essais.

4. Le Gouvernement français ou les propriétaires des navires prendront à leur charge les assurances des navires à compter de la date de réception, comme il est dit au paragraphe 3.

5. A titre de compensation pour les travaux précités de renflouement et de réparations, le Gouvernement français en son nom et de façon à lier tous autres intéressés, cède au Gouvernement italien la propriété des navires figurant sur la liste *B*), dans l'état où ils se trouvent au moment de la signature du présent accord.

La propriété est cédée libre de tout privilège, hypothèques et charges quelconques, à l'exception des droits éventuellement acquis par des ressortissants ou sociétés italiens, à l'occasion d'opérations de renflouement ou de réparations effectuées sur les navires.

Le Gouvernement français déclare prendre à sa charge le réglement des rapports concernant la dite cession, avec les propriétaires des navires et tous autres intéressés, et s'engage à garantir le Gouvernement italien de toute action qui serait intentée par toute personne qui avait des droits réels sur les navires, dont la propriété lui est cédée.

En ce qui concerne le « Tourquenois », le Gouvernement italien remboursera le Gouvernement français des dépenses déjà engagées pour son renflouement.

6. En ce qui concerne les bâtiments fluviaux français coulés dans les eaux territoriales italiennes, le Gouvernement français procédera lui-même à l'exécution des travaux de renflouement, de réparation et de remise en état de ces derniers, s'il le juge utile; il procédera lui-même et à son bénéfice à la vente des épaves qu'il estimera devoir effectuer.

Tous les travaux afférents seront concédés directement par le Gouvernement français à des entreprises privées italiennes avec lesquelles il conclucra des contrats particuliers. La surveillance technique de ces travaux sera exécutée directement par les déléguées du Gouvernement français.

Le Gouvernement italien donnera toute l'aide et l'assistance voulues à ces délégués dans l'exécution de leur travail, notamment pour le remorquage des unités précitées de leur lieu de renflouement ou de réparation sur tel ou tel port qu'ils désigneront et ce, aux conditions les plus économiques pour le Gouvernement français.

Le Gouvernement italien versera en lires à un compte ouvert dans une banque italienne (à désigner) au nom du représentant de la Mission Marine Marchande en Italie les sommes correspondantes au montant des fournitures de produits pétroliers lourds effectuées par le Gouvernement français à l'Italie. Un accord particulier sera signé à cet effet.

Une avance de 50 millions de lires, à régulariser ultérieurement sera faite dès la signature du présent accord, ceci afin de permettre le financement des opérations de renflouement et de réparation actuellement en cours.

Le Gouvernement français fera sien le règlement de toutes les dépenses engagées par lui et concernant les bateaux fluviaux, à l'égard d'entreprises privées ou d'administrations italiennes.

Si le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède, la présente Note et la Note de réponse que vous voudrez me faire parvenir à ce sujet seront considérées comme un accord passé en la matière entre les deux Gouvernements ».

Nel farLe presente che il Governo italiano è d'accordo su quanto precede, La prego d'accogliere, Signor Incaricato d'Affari, i sensi della mia alta considerazione.

DE GASPERI

Al Signor GEORGES BALAŸ

Incaricato d'Affari dell'Ambasciata di Francia - Roma

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LISTE *A*)

Général Gassouin	*Jacques Schiaffino*
Pierre Claude	*Arizona*
San José	*Lezardrieux*
Esterel	*Rabelais*
Remois	*Chef Mécanicien Armand Blanc*

LISTE *B*)

Cap Figalo	*Thésée*
Tourquenois	*Montesquieu*
Min	*Saint Nazaire*
Boucaroni	*Kakoulima*
Hermia	*Maurice Delmas*
Saint Brieuc	*Ginouse*
Marsa	*Bruni*
Congo	*Jutland*
Tlemcen	*Benty*
	Ouergha
	Sidi Okba

AMBASSADE
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN ITALIE

Rome, le 1er juin 1946

Monsieur le Président,

Au moment de procéder à l'échange de Notes en date de ce jour concernant le renflouement et la remise en état de navigabilité après réparation de certains navires français coulés dans les eaux territoriales italiennes, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français:

1) ne présentera en aucun cas de demandes tendant à mettre à la charge du Gouvernement italien une responsabilité quelconque, soit directe, soit indirecte ou subsidiarie, en ce qui concerne les navires français saisis par l'Allemagne en 1943 et, en particulier, ceux de ces navires qui ont été remis en gérance au Gouvernement italien par le Gouvernement allemand et ont été perdus ultérieurement par faits de guerre;

2) prend acte des réserves que le Gouvernement italien a faites:

a) au sujet des observations qui pourraient être faites par la Commission Alliée en ce qui concerne l'emploi de matériaux d'importation ou de production nationale dans les travaux en question;

b) au sujet des difficultés en présence desquelles le Gouvernement italien pourrait se trouver placé en raison de l'impossibilité de se procurer certains matériaux indispensables à l'exécution des travaux dont il s'agit;

3) est disposé, pour sa part, en ce qui concerne ces réserves:

a) à faire tout ce qui lui sera possible pour s'entremettre auprès de la Commission Alliée dans le sens souhaité par le Gouvernement italien;

b) à examiner, d'accord avec le Gouvernement italien et dans un esprit de compréhension mutuelle, les répercussions que les difficultés prévues par la réserve *b*) pourront avoir sur l'exécution des travaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

G. BALAY

Monsieur A. DE GASPERI

Président du Conseil des Ministres

(Palais Chigi) Rome

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Roma, 1° giugno 1946

Signor Incaricato d'Affari,

Ho l'onore di accusare ricevuta della seguente Nota che in data 1° corrente Ella mi ha inviato:

« Au moment de procéder à l'échange de Notes en date de ce jour concernant le renflouement et la remise en état de navigabilité après réparation de certains navires français coulés dans les eaux territoriales italiennes, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français:

1) ne présentera en aucun cas de demandes tendant à mettre à la charge du Gouvernement italien une responsabilité quelconque, soit directe, soit indirecte ou subsidiarie, en ce qui concerne les navires français saisis par l'Allemagne en 1943 et, en particulier, ceux de ces navires qui ont été remis en gérance au Gouvernement italien par le Gouvernement allemand et ont été perdus ultérieurement par faits de guerre;

2) prend acte des réserves que le Gouvernement italien a faites:

a) au sujet des observations qui pourraient être faites par la Commission Alliée en ce qui concerne l'emploi de matériaux d'importation ou de production nationale dans les travaux en question;

b) au sujet des difficultés en présence desquelles le Gouvernement italien pourrait se trouver placé en raison de l'impossibilité de se procurer certains matériaux indispensables à l'exécution des travaux dont il s'agit;

3) est disposé, pour sa part, en ce qui concerne ces réserves:

a) à faire tout ce qui lui sera possible pour s'entremettre auprès de la Commission Alliée dans le sens souhaité par le Gouvernement italien;

b) à examiner, d'accord avec le Gouvernement italien et dans un esprit de compréhension mutuelle, les répercussions que les difficultés prévues par la réserve *b*) pourront avoir sur l'exécution des travaux ».

Nel ringraziarLa e nel prendere atto di quanto Ella mi ha comunicato La prego gradire, Signor Incaricato d'Affari, i sensi della mia alta considerazione.

DE GASPERI

Al Signor GEORGES BALAŸ

Incaricato d'Affari dell'Ambasciata di Francia

Roma

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

DECRETO LEGISLATIVO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 25 settembre 1947, n. 1423.

Modificazioni agli articoli 9, 11 e 19 della legge 6 maggio 1940, n. 500, modificata con la legge 24 agosto 1941, n. 1046, relativa alla costituzione dell'Ente autonomo del porto di Napoli.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Vista la legge 6 maggio 1940, n. 500, relativa alla costituzione dell'Ente autonomo del porto di Napoli, modificata con la legge 24 agosto 1941, n. 1046;

Visto il decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per la marina mercantile, di concerto con i Ministri per il tesoro, per i lavori pubblici, per l'industria e commercio, e per il lavoro e la previdenza sociale;

HA SANZIONATO E PROMULGA:

Articolo unico.

Gli articoli 9, 11 e 19 della legge 6 maggio 1940, numero 500, modificata con la legge 24 agosto 1941, n. 1046, sono sostituiti dai seguenti:

Art. 9. — « Il Consiglio di amministrazione è composto dei seguenti membri:

1) il presidente dell'Ente;

2) il direttore marittimo di Napoli, vice-presidente;

3) l'ingegnere capo dell'Ufficio speciale del genio civile per le opere marittime di Napoli e provincia;

4) il direttore superiore della Dogana di Napoli;

5) il capo compartimento delle Ferrovie dello Stato di Napoli;

6) il presidente della Camera di commercio, industria e agricoltura di Napoli o un suo delegato;

7) il segretario della Camera confederale del lavoro della provincia di Napoli o un suo delegato;

8) il presidente della Deputazione provinciale di Napoli o un suo delegato;

9) il sindaco di Napoli o un suo delegato;

10) il direttore generale del Banco di Napoli o un suo delegato;

11) il presidente dell'Ente provinciale del turismo di Napoli;

12), 13), 14), 15), 16) un rappresentante per ognuno dei Ministeri della marina mercantile, del tesoro, dei lavori pubblici, dell'industria e commercio, del lavoro e della previdenza sociale, scelti dal Ministro competente tra i funzionari di grado non inferiore al sesto;

17) un rappresentante dell'Unione degli industriali della provincia di Napoli;

18) un rappresentante dell'Associazione generale dei commercianti della provincia di Napoli;

19) un rappresentante dell'Associazione meridionale dell'armamento libero;

20) un rappresentante dell'Associazione meridionale dell'armamento di linea;

21) un rappresentante della Federazione italiana lavoratori dei porti;

22) un rappresentante della Federazione lavoratori del mare;

23) un esperto in materia marittima e portuale nominato dal Ministro per la marina mercantile su una terna proposta dal presidente della Camera di commercio, industria e agricoltura di Napoli.

Non può essere membro del Consiglio di amministrazione e del Comitato direttivo chi sia dipendente dall'Ente e chi abbia rapporti di affari o di interessi diretti o indiretti con l'Ente medesimo ».

Art. 11. — « Il Comitato direttivo è composto dei seguenti membri:

1) il presidente dell'Ente;

2) il direttore marittimo di Napoli, vice presidente;

3) l'ingegnere capo dell'Ufficio speciale del genio civile per le opere marittime di Napoli e provincia;

4) il direttore superiore della Dogana di Napoli;

5) il capo compartimento delle Ferrovie dello Stato di Napoli;

6) il presidente della Camera di commercio, industria e agricoltura di Napoli o un suo rappresentante;

7) il segretario della Camera confederale del lavoro della provincia di Napoli o un suo rappresentante;

8) l'esperto di cui al n. 23 dell'art. 9;

9) il direttore generale del Banco di Napoli o un suo delegato ».

Art. 19. — « Per riscontrare la regolarità e la esattezza della gestione nei riguardi contabili e l'ammissibilità delle spese nei rapporti del bilancio è costituito un collegio composto di cinque revisori effettivi nominati rispettivamente dal Ministro per la marina mercantile, dal Ministro per il tesoro, dal Ministro per i lavori pubblici, dal Ministro per l'industria e commercio, e dal Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, e di due revisori supplenti nominati rispettivamente dal Ministro per la marina mercantile e dal Ministro per il tesoro.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 25 settembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — CAPPA — DEL VECCHIO — TUPINI — TOGNI — FANFANI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 dicembre 1947
Atti del Governo, registro n. 15, foglio n. 70. — FRASCA

DECRETO LEGISLATIVO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 26 settembre 1947, n. 1424.

Disposizioni sul trattamento di quiescenza agli iscritti alla Cassa nazionale per la previdenza marinara.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° marzo 1945, n. 177, per la corresponsione di assegni integrativi delle pensioni di invalidità, vecchiaia e per i superstiti e delle altre prestazioni delle assicurazioni sociali;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 22 marzo 1946, n. 391, per l'aumento delle pensioni per la gente di mare ed estensione del trattamento assicurativo per la previdenza marinara nei confronti dei marittimi richiamati alle armi;

Visto il regio decreto 20 maggio 1946, n. 374, per l'aumento degli assegni integrativi delle pensioni dell'assicurazione generale obbligatoria per invalidità, vecchiaia e per i superstiti e delle forme di previdenza sostitutive dell'assicurazione stessa;

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato in data 29 luglio 1947, n. 930, relativo alla corresponsione degli assegni integrativi delle pensioni di invalidità, vecchiaia e per i superstiti, liquidate o da liquidarsi dalla Cassa nazionale per la previdenza marinara;

Visto il decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per la marina mercantile, di concerto con i Ministri per la grazia e giustizia, per le finanze, per il tesoro e per il lavoro e la previdenza sociale;

HA SANZIONATO E PROMULGA:

Art. 1.

Il limite di 1500 lire, previsto dal 2° comma dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 22 marzo 1946, n. 391, è soppresso con effetto dal 1° aprile 1943 e la Cassa nazionale per la previdenza marinara provvederà alla nuova liquidazione della pensione ai fini dell'applicazione integrale dell'aumento stabilito dal predetto articolo.

L'assegno integrativo di cui al decreto legislativo luogotenenziale 1° marzo 1945, n. 177, e al regio decreto 20 maggio 1946, n. 374, è dovuto sulla pensione risultante dalla nuova liquidazione.

Art. 2.

Il contributo dovuto a norma dell'art. 4 del decreto del Capo provvisorio dello Stato in data 29 luglio 1947, n. 930, per il personale navigante ed amministrativo titolare di un trattamento di previdenza costituito da una pensione a carico della Cassa nazionale per la previdenza marinara è dovuto, nella stessa misura e decorrenza, anche per il personale navigante ed amministrativo in attività di servizio alla data di entrata in vigore del presente decreto, il cui trattamento di previdenza sia costituito da contratti di assicurazione sulla vita disciplinati dall'art. 14 del regio decreto 16 settembre 1937, n. 1842, o da conti individuali fruttiferi con capitalizzazione annua previsti dal secondo comma dell'art. 15 del decreto citato, o dalle altre forme di previdenza previste dai decreti Ministeriali n. 12 e n. 13 del 18 agosto 1938 emanati in forza della delega di cui all'art. 20 del decreto stesso.

Tale contributo è versato alla Cassa nazionale della previdenza marinara e sarà da questa destinato all'incremento del valore della polizza o del conto individuale intestato alla persona a favore della quale il contributo viene versato, o del trattamento previsto dai citati decreti interministeriali.

Art. 3.

Il contributo dovuto a norma dell'articolo precedente per gli anni 1948 e seguenti, sarà quello annualmente fissato ai sensi dell'art. 9 del decreto legislativo luogotenenziale 1° marzo 1945, n. 177, per il personale navigante e amministrativo titolare di un trattamento di previdenza costituito da una pensione a carico della Cassa nazionale della previdenza marinara.

Art. 4.

Ai fini dell'applicazione dell'art. 9 del decreto legislativo luogotenenziale 20 marzo 1946, n. 391, non sarà tenuto conto nè dell'aumento previsto dall'art. 1 del decreto luogotenenziale stesso nè delle integrazioni derivanti dall'applicazione dei decreti citati nell'articolo 1.

Art. 5.

Ai fini della determinazione del beneficio previsto dalla lettera *b*) dell'art. 2 del decreto legislativo luogotenenziale 1° marzo 1945, n. 177, il trattamento minimo per la vecchiaia è fissato nella misura annua di L. 5400 e quello per l'invalidità nella misura annua di L. 4320, senza tener conto del sesso del pensionato.

La maggiorazione del trattamento minimo per figli a carico, di cui al 2° comma dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 1° marzo 1945, n. 177, non è dovuta per i titolari di pensioni di vecchiaia e di invalidità, liquidate dalla Cassa nazionale per la previdenza marinara.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 26 settembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — CAPPA — GRASSI — PELLA — DEL VECCHIO — FANFANI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *dicembre* 1947
Atti del Governo, registro n. 15, *foglio n.* 72. — FRASCA

DECRETO LEGISLATIVO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 27 novembre 1947, n. 1425.

Proroga della gestione commissariale dell'Istituto per la Ricostruzione Industriale (I.R.I.).

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto il regio decreto-legge 23 gennaio 1933, n. 5, convertito nella legge 3 maggio 1933, n. 512;

Visto il regio decreto-legge 24 giugno 1937, n. 905, convertito nella legge 25 aprile 1938, n. 637;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 5 marzo 1946, n. 86;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 19 aprile 1946, n. 446;
Visto il decreto legislativo 16 luglio 1947, n. 637;
Visto il decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;
Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, di concerto con i Ministri per il tesoro, per le finanze, per l'industria e commercio, e per il lavoro e la previdenza sociale;

HA SANZIONATO E PROMULGA

Art. 1.

Il terzo comma dell'art. 1 del decreto legislativo 16 luglio 1947, n. 637, relativo alla gestione commissariale dell'Istituto per la Ricostruzione Industriale (I.R.I.) è sostituito dal seguente:
« La gestione commissariale non può durare oltre il 31 gennaio 1948 ».

Art. 2.

Il presente decreto ha effetto dal 18 novembre 1947.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 27 novembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — PELLA — DEL VECCHIO — TOGNI — FANFANI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *dicembre* 1947
Atti del Governo, registro n. 15, *foglio n.* 73. — FRASCA

DECRETO MINISTERIALE 29 novembre 1947.
Sostituzione del presidente della Camera di commercio, industria e agricoltura di Venezia.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E FORESTE

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, concernente la soppressione dei Consigli e degli Uffici provinciali dell'economia e la ricostituzione delle Camere di commercio, industria ed agricoltura e degli Uffici provinciali del commercio e dell'industria;
Visto il decreto interministeriale 1° ottobre 1946, con il quale è stato provveduto alla nomina del presidente della Camera di commercio, industria ed agricoltura di Venezia, nella persona dell'avv. Carlo Ottolenghi;
Considerato che il predetto avv. Ottolenghi ha rassegnato le dimissioni dalla carica;
Ritenuto necessario procedere, in conseguenza, alla sostituzione del ripetuto avv. Ottolenghi;

Decreta:

Art. 1.

Il dott. Antonio Ca' Zorzi è nominato presidente della Camera di commercio, industria ed agricoltura di Venezia in sostituzione dell'avv. Carlo Ottolenghi.

Art. 2.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 29 novembre 1947

Il Ministro per l'industria e il commercio
TOGNI

Il Ministro per l'agricoltura e foreste
SEGNI

(5247)

DECRETO MINISTERIALE 12 dicembre 1947.
Sostituzione del presidente della Camera di commercio, industria e agricoltura di Cagliari.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E FORESTE

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, concernente la soppressione dei Consigli e degli Uffici provinciali dell'economia e la ricostituzione delle Camere di commercio, industria ed agricoltura e degli Uffici provinciali del commercio e dell'industria;
Visto il decreto interministeriale 24 febbraio 1945, con il quale è stato provveduto, tra l'altro, alla nomina del presidente della Camera di commercio, industria e agricoltura di Cagliari, nella persona del signor Francesco Gessa;
Ritenuto necessario procedere, alla sostituzione del ripetuto signor Gessa;

Decreta:

Art. 1.

L'avv. Antonio Pasolini è nominato presidente della Camera di commercio, industria e agricoltura di Cagliari, in sostituzione del signor Francesco Gessa.

Art. 2.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 12 dicembre 1947

Il Ministro per l'industria e il commercio
TOGNI

Il Ministro per l'agricoltura e foreste
SEGNI

(5248)

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1947.

Revoca dell'autorizzazione ad esercitare l'assicurazione concessa alla Società anonima cooperativa per l'assicurazione del bestiame da macello, con sede in Lucca.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il regio decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative ed integrative concernenti l'esercizio delle assicurazioni private;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato coi regi decreti 4 marzo 1926, n. 519, e 22 aprile 1940, n. 469;

Visto il decreto Ministeriale in data 10 agosto 1931, col quale la Società anonima cooperativa per l'assicurazione del bestiame da macello, con sede in Lucca, fu autorizzata ad esercitare nell'ambito del comune di Lucca l'assicurazione del bestiame da macello;

Considerato che di fatto la predetta Società ha cessato da diversi anni ogni attività assicurativa:

Decreta:

E' revocata alla Società anonima cooperativa per l'assicurazione del bestiame da macello, con sede in Lucca, l'autorizzazione ad esercitare l'assicurazione.

Roma, addì 13 dicembre 1947

p. *Il Ministro*: CAVALLI

(5269)

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1947.

Revoca del decreto Ministeriale 8 agosto 1947 riguardante il divieto alla ditta « Augusta » di Augusto Mocchetti, con sede in Milano, ad attivare un impianto per la produzione di dolciumi vari.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, sulla disciplina delle nuove iniziative industriali, prorogato con decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato del 29 giugno 1947, n. 543 e 30 settembre 1947, n. 1032;

Visto il decreto Ministeriale 8 agosto 1947, con il quale alla ditta « Augusta » di Augusto Mocchetti, con sede in Milano, è stato vietato di attivare, in Bettola di Pogliano Milanese, un impianto per la produzione di dolciumi vari;

Vista l'istanza della ditta, intesa ad ottenere un riesame della propria iniziativa industriale;

Considerate le nuove circostanze emerse;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 8 agosto 1947, che vieta alla ditta « Augusta » di Augusto Mocchetti, di attivare, in Pogliano Milanese, un impianto per la produzione di dolciumi vari (liquerizia, caramelle, biscotti, confetti e torroni).

Roma, addì 13 dicembre 1947

p. *Il Ministro*: CAVALLI

(5256)

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1947.

Divieto alla Società aeronautica italiana ing. Ambrosini & C., con sede in Milano, ad ampliare il reparto spremitura di semi del proprio stabilimento di Reggio Emilia.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, prorogato con decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato del 29 giugno 1947, n. 543 e 30 settembre 1947, n. 1032;

Viste le denuncie presentate dalla Società aeronautica italiana ing. Ambrosini & C., con sede in Milano, con le quali ha reso noto che intende trasformare la raffineria del proprio stabilimento di Reggio Emilia onde renderla idonea alla raffinazione di olii vegetali, ampliando nel contempo il reparto spremitura di semi:

Visto l'esito dell'istruttoria;

Considerata l'attuale situazione dell'industria del ramo in rapporto alle esigenze del consumo e alla disponibilità di materie prime;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

Alla Società aeronautica italiana ing. Ambrosini & C., con sede in Milano, è vietato ampliare il reparto spremitura di semi del proprio stabilimento di Reggio Emilia.

Roma, addì 13 dicembre 1947

p. *Il Ministro*: CAVALLI

(5251)

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1947.

Revoca del decreto Ministeriale 29 settembre 1947 riguardante il divieto alla ditta Canapificio Calisto & Vincenzo Govoni, con sede in Cento (Ferrara), ad ampliare il proprio canapificio.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, sulla disciplina delle nuove iniziative industriali, prorogato con decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato del 29 giugno 1947, n. 543 e 30 settembre 1947, n. 1032;

Visto il decreto Ministeriale 29 settembre 1947, con il quale alla ditta Canapificio Calisto & Vincenzo Govoni, società per azioni, con sede in Cento (Ferrara), è stato vietato ampliare il proprio canapificio sito in detta località;

Vista l'istanza della ditta, intesa ad ottenere un riesame della propria iniziativa industriale;

Considerate le nuove circostanze emerse;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 29 settembre 1947, che vieta alla ditta Canapificio Calisto & Vincenzo Govoni, società per azioni, con sede in Cento (Ferrara), di ampliare il proprio canapificio sito in detta località.

Roma, addì 13 dicembre 1947

p. *Il Ministro*: CAVALLI

(5254)

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1947.

Revoca del decreto Ministeriale 28 luglio 1947 riguardante il divieto alla Società anonima « Dealco Defendi Alfieri & C. », con sede in Parma, ad allestire un impianto di estrazione e di raffinazione di olii di semi.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, sulla disciplina delle nuove iniziative industriali, prorogato con decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato del 29 giugno 1947, n. 543 e 30 settembre 1947, n. 1032;

Visto il decreto Ministeriale del 28 luglio 1947, con il quale alla Società anonima « Dealco Defendi Alfieri & C. », con sede in Parma, è stato vietato di allestire un impianto di estrazione e di raffinazione degli olii di semi;

Vista l'istanza della ditta, intesa ad ottenere un riesame della propria iniziativa industriale;

Considerate le nuove circostanze emerse;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 28 luglio 1947, che vieta alla Società anonima « Dealco Defendi Alfieri & C. », con sede in Parma, di allestire, in Parma, un impianto di estrazione e di raffinazione di olii di semi.

Roma, addì 13 dicembre 1947

(5259) p. *Il Ministro*: CAVALLI

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1947.

Revoca del decreto Ministeriale 28 luglio 1947 riguardante il divieto alla ditta « Fratelli Calvo », con sede in Genova, ad allestire un impianto per la spremitura di semi oleosi in genere.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, sulla disciplina delle nuove iniziative industriali, prorogato con decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato del 29 giugno 1947, n. 543 e 30 settembre 1947, n. 1032;

Visto il decreto Ministeriale 28 luglio 1947, con il quale alla ditta Fratelli Calvo, con sede in Genova, è stato vietato allestire presso il proprio stabilimento di Chiavari, un impianto per la spremitura di semi oleosi in genere;

Vista l'istanza della ditta, intesa ad ottenere un riesame della propria iniziativa industriale;

Considerate le nuove circostanze emerse;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 28 luglio 1947, che vieta alla ditta « Fratelli Calvo », di allestire, presso il proprio stabilimento di Chiavari, un impianto per la spremitura di semi oleosi in genere.

Roma, addì 13 dicembre 1947

(5257) p. *Il Ministro*: CAVALLI

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1947.

Revoca del decreto Ministeriale 29 settembre 1947 riguardante il divieto alla Società anonima Smalterie di Lainate, con sede in Milano, ad attivare un impianto per la produzione di articoli smaltati.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, sulla disciplina delle nuove iniziative industriali, prorogato con decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato del 29 giugno 1947, n. 543 e 30 settembre 1947, n. 1032;

Visto il decreto Ministeriale 29 settembre 1947, con il quale alla ditta Società anonima Smalterie di Lainate, con sede in Milano, è stato vietato di attivare in Lainate, un impianto per la produzione di articoli smaltati;

Vista l'istanza della ditta intesa ad ottenere un riesame della propria iniziativa industriale;

Considerate le nuove circostanze emerse;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 29 settembre 1947, che vieta alla Società anonima Smalterie di Lainate, con sede in Milano, di attivare, in Lainate, un impianto per la produzione di articoli smaltati.

Roma, addì 13 dicembre 1947

(5253) p. *Il Ministro*: CAVALLI

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1947.

Revoca del decreto Ministeriale 8 agosto 1947 riguardante il divieto alla Società anonima « Fonderie e smalterie Lombarde », con sede in Milano, ad allestire una fonderia per la produzione di articoli in ghisa smaltata.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, sulla disciplina delle nuove iniziative industriali, prorogato con decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato del 29 giugno 1947, n. 543 e 30 settembre 1947, n. 1032;

Visto il decreto Ministeriale 8 agosto 1947, con il quale alla ditta Società anonima « Fonderie e smalterie Lombarde », con sede in Milano, è stato vietato di allestire, in Milano, una fonderia di ghisa per la produzione di articoli in ghisa smaltata;

Vista l'istanza della ditta, intesa ad ottenere un riesame della propria iniziativa industriale;

Considerate le nuove circostanze emerse;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 8 agosto 1947, che vieta alla Società anonima « Fonderie e smalterie Lombarde », con sede in Milano, di allestire in Milano una fonderia di ghisa per la produzione di articoli in ghisa smaltata.

Roma, addì 13 dicembre 1947

(5258) p. *Il Ministro*: CAVALLI

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1947.

Revoca del decreto Ministeriale 28 luglio 1947 riguardante il divieto alla ditta Braghieri & Levati, con sede in Morignano di Castell'Arquato, ad allestire un impianto per la produzione di concentrato di pomodoro.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, sulla disciplina delle nuove iniziative industriali, prorogato con decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato del 29 giugno 1947, n. 543 e 30 settembre 1947, n. 1032;

Visto il decreto Ministeriale 28 luglio 1947, con il quale alla ditta Braghieri Giulio & Levati Germano, con sede in Morignano di Castell'Arquato (Piacenza), è stato vietato di allestire un impianto per la produzione di concentrato di pomodoro;

Vista l'istanza della ditta, intesa ad ottenere un riesame della propria iniziativa industriale;

Considerate le nuove circostanze emerse;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 28 luglio 1947, che vieta alla ditta Braghieri & Levati, con sede in Morignano di Castell'Arquato, di allestire in detta località, un impianto per la produzione di concentrato di pomodoro.

Roma, addì 13 dicembre 1947

p. *Il Ministro*: CAVALLI

(5260)

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1947.

Divieto alla ditta « Alpenbir », con sede in Milano, ad ampliare la propria fabbrica di birra in Cornedo Vicentino (Vicenza).

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, prorogato con decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato del 29 giugno 1947, n. 543 e 30 settembre 1947, n. 1032;

Viste le denuncie presentate dalla ditta « Alpenbir », con sede in Milano, per ampliare la propria fabbrica di birra in Cornedo Vicentino (Vicenza);

Visto l'esito dell'istruttoria;

Considerata l'attuale situazione dell'industria del ramo in rapporto alle esigenze del consumo e alla disponibilità di materie prime;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

Alla ditta « Alpenbir », con sede in Milano, è vietato ampliare la propria fabbrica di birra in Cornedo Vicentino (Vicenza).

Roma, addì 13 dicembre 1947

p. *Il Ministro*: CAVALLI

(5252)

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1947.

Divieto alla ditta « Cukierman Chain », con sede in Milano, ad allestire un impianto per la lavorazione dei diamanti.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, prorogato con decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato del 29 giugno 1947, n. 543 e 30 settembre 1947, n. 1032;

Vista la denuncia presentata dalla ditta « Cukierman Chain », con sede in Milano, per allestire, in Milano, un impianto per la lavorazione dei diamanti;

Visto l'esito dell'istruttoria;

Considerata l'attuale difficoltà di importazione di diamanti greggi;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

Alla ditta « Cukierman Chain », con sede in Milano, è vietato allestire, in Milano, un impianto per la lavorazione dei diamanti.

Roma, addì 13 dicembre 1947

p. *Il Ministro*: CAVALLI

(5250)

DECRETO MINISTERIALE 13 dicembre 1947.

Revoca dei decreti Ministeriali 27 gennaio e 23 giugno 1947 riguardanti il divieto alla Società « Rumianca » - Industria elettrica chimica e mineraria, con sede in Torino, ad attivare un impianto per la produzione di litargirio.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, sulla disciplina delle nuove iniziative industriali, prorogato con decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato del 29 giugno 1947, n. 543 e 30 settembre 1947, n. 1032;

Visti i decreti Ministeriali 27 gennaio 1947 e 23 giugno 1947, con i quali alla società « Rumianca » - Industria elettrica chimica e mineraria, con sede in Torino, è stato vietato di attivare nel proprio stabilimento di Pieve Vergonte (Novara) un impianto per produzione di litargirio;

Vista l'istanza della ditta, intesa ad ottenere un riesame della propria iniziativa industriale;

Considerate le nuove circostanze emerse;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

Sono revocati i decreti Ministeriali 27 gennaio 1947 e 23 giugno 1947 per quanto vietano alla società « Rumianca » - Industria elettrica chimica e mineraria, con sede in Torino, di attivare, presso lo stabilimento di Pieve Vergonte (Novara), un impianto per la produzione di litargirio.

Roma, addì 13 dicembre 1947

p. *Il Ministro*: CAVALLI

(5255)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Autorizzazione alla vendita di acque minerali

Con decreto n. 512 del 2 dicembre 1947, l'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica ha autorizzato la ditta Di Gilio Vittorio e Grillo Luigi, con sede in Bari, via Putignano n. 42, a smerciare in bottiglie l'acqua minerale naturale *Torricella* che sgorga in località Torre Canne nel comune di Fasano (provincia di Brindisi).

L'acqua sarà messa in commercio in bottiglie dalla forma comunemente in uso per le acque minerali e sarà offerta all'uso così come scaturisce dalla sorgente. L'imbottigliamento verrà eseguito in uno stabilimento che verrà costruito in vicinanza delle sorgenti, entro il termine di un anno come è dichiarato nella domanda di autorizzazione del 27 novembre in relazione al progetto allegato a tale domanda.

Le bottiglie verranno chiuse con tappo a corona e fascetta di garanzia, onde evitare adulterazioni o sostituzioni dell'acqua minerale. L'etichetta che servirà per contrassegnare le bottiglie presenta il formato, i disegni, i colori e le diciture che si descrivono:

La forma dell'etichetta è rettangolare di mm. 225×120 per le bottiglie da due litri e da un litro e di mm. 225×110 per le bottiglie da mezzo litro. L'etichetta è divisa nel senso verticale in tre rettangoli:

1) il rettangolo di sinistra contiene indicazioni circa le proprietà e l'uso dell'acqua minerale precisate dai professori Pende Nicola di Roma e Minella Alberto di Bari. Seguono notizie circa la località ove scaturisce l'acqua minerale ed un riassunto circa l'azione terapeutica con la seguente dicitura:

Le acque delle sorgenti di Torre Canne sgorgano copiosamente dalla roccia tufacea, attraverso undici polle di diversa composizione chimica: da secoli sono ritenute miracolose in diverse malattie ».

« L'acqua minerale della polla n. 11 denominata *Torricella* è un'acqua cloruro-solfato-sodica-bromurata, radiottiva, che viene usata e prescritta da illustri clinici nelle malattie del fegato, dell'apparato digerente e del ricambio. L'acqua minerale *Torricella* è adatta specie per la cura di affezioni croniche ed esercita un'azione blanda anticatarrale. Va bevuta al mattino alla dose media di gr. 500 »;

2) nel reparto mediano sotto alla dicitura « Società Fonti Torre Canne - Fasano (Brindisi) » trovasi riprodotta la veduta panoramica delle sorgenti con contorno celeste e la dicitura: « *Torricella*, acqua minerale naturale, indicata nelle malattie del fegato, dell'apparato digerente e del ricambio »;

3) nel rettangolo di destra sono riprodotti i dati dell'analisi del prof. Ciusa di Bari e dell'analisi batteriologica del prof. Sangiorgi di Bari; oltre gli estremi del decreto di autorizzazione (decreto A.C.I.S. n. 512 del 2 dicembre 1947).

L'autorizzazione di cui sopra è subordinata alla constatazione da eseguirsi a suo tempo a spese degli interessati, circa l'ultimazione dei lavori precisati nei progetti.

(5219)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del piano di ricostruzione di Rovereto (Trento)

Con decreto Ministeriale 10 dicembre 1947, previa decisione sulle opposizioni presentate, è stato approvato, ai sensi del decreto legislativo luogotenenziale 1° marzo 1945, n. 154, e con le limitazioni indicate nelle premesse del citato decreto Ministeriale 10 dicembre 1947, il piano di ricostruzione dell'abitato di Rovereto, vistato in 12 planimetrie in scala 1:1000, con annesse norme edilizie, assegnandosi il termine di due anni per l'esecuzione del piano stesso, a decorrere dalla data del decreto suddetto.

(5280)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Sulmona ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 23 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti l'11 dicembre 1947, registro n. 21 Int., foglio n. 83, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Sulmona (L'Aquila), di un mutuo di L. 920.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(5302)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Barberino Val d'Elsa ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 22 settembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 1° dicembre 1947, registro n. 20 Int., foglio n. 120, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Barberino Val d'Elsa (Firenze), di un mutuo di L. 461.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(5304)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Alghero ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 18 settembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 1° dicembre 1947, registro n. 20 Int., foglio n. 115, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Alghero (Sassari), di un mutuo di L. 3.150.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(5310)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO — PORTAFOGLIO DELLO STATO

Media dei cambi e dei titoli del 12 dicembre 1947 - N. 228

Argentina	87,50	Norvegia	70,57
Australia	1.129,10	Nuova Zelanda	1.129,10
Belgio	7,99	Olanda	131,77
Brasile	19,08	Portogallo	14,20
Canadà	350 —	Spagna	31,96
Danimarca	72,98	S. U. America	350 —
Egitto	1.447,25	Svezia	97,23
Francia	2,9386	Svizzera	81,59
Gran Bretagna	1.411,38	Turchia	124,43
India (Bombay)	105,70	Unione Sud Afr.	1.402,45

Rendita 3,50 % 1906	75,25
Id. 3,50 % 1902	71 —
Id. 3 % lordo	57 —
Id. 5 % 1935	83,275
Redimibile 3,50 % 1934	69 —
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	65,50
Id. 5 % 1936	83 —
Id. 5 % (Ricostruzione)	75 —
Obbligazioni Venezie 3,50 %	97,50
Buoni del Tesoro 5 % (15 giugno 1948)	99 —
Id. 5 % (15 febbraio 1949)	97 —
Id. 5 % (15 febbraio 1950)	96 —
Id. 5 % (15 settembre 1950)	96 —
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	95,95
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	96,15
Id. 5 % (15 aprile 1951)	96,20
Id. 4 % (15 settembre 1951)	89,375
Id. 5 % convertiti 1951	95,60

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

CONCORSI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Concorso per titoli per la nomina degli ufficiali del Corpo degli agenti di custodia delle carceri

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il regolamento per il Corpo degli agenti di custodia delle carceri, approvato con regio decreto 30 dicembre 1937, n. 2584;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 508, che reca modificazioni al regolamento suddetto;
Ritenuta la necessità di fare luogo alla nomina degli ufficiali del Corpo;

Decreta:

Art. 1.

Per la nomina degli ufficiali del Corpo degli agenti di custodia delle carceri è indetto, ai sensi degli articoli 39 e 40 del decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 508, un concorso per titoli, riservato:

a) ai funzionari civili dell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena di gruppo *A* del grado corrispondente o superiore, che siano stati ufficiali di complemento nell'esercito, nella marina o nell'aeronautica;

b) ai marescialli dei tre gradi del Corpo, che siano forniti di diploma di maturità classica o di altro titolo equipollente, abbiano prestato servizio quali ufficiali nell'esercito, nella marina o nell'aeronautica e non abbiano, alla data del presente decreto, superato il 40° anno di età.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso, gli aspiranti devono presentare, entro sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, alla direzione dell'istituto presso cui prestano servizio, istanza in carta legale al Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale per gli Istituti di prevenzione e di pena - corredata della copia dello stato di servizio militare, aggiornato.

Il capo dell'ufficio, da cui i candidati dipendono, trasmetterà l'istanza al Ministero e riferirà, con dettagliato rapporto sulla condotta in servizio e nella vita privata dell'aspirante, sulle attitudini dello stesso al grado cui aspira, e su quanto altro possa essere utile al riguardo.

Per i funzionari di gruppo *A*, investiti di funzioni direttive, l'istanza sarà presentata al procuratore della Repubblica nella cui giurisdizione trovasi lo stabilimento. Il detto magistrato redigerà il rapporto su cennato.

E' riservata la facoltà al Ministero di grazia e giustizia di assumere tutte le informazioni che crederà opportune sugli aspiranti.

Non sono ammessi al concorso coloro che non abbiano riportato, nell'ultimo biennio, la qualifica di « ottimo ».

Le istanze di ammissione al concorso, eventualmente presentate prima dell'emanazione del presente decreto, non sono ritenute valide.

Art. 3.

Gli aspiranti di cui alla lettera *b*), dell'art. 1 del presente decreto possono concorrere solamente per il grado di sottotenente.

La loro nomina può avere luogo solo quando non sia possibile procedere alla copertura dei posti a sottotenenti con funzionari di gruppo *A*.

Il presente decreto sarà sottoposto alla registrazione della Corte dei conti.

Roma, addì 14 ottobre 1947

Il Ministro: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 dicembre 1947
Registro Giustizia n. 23, foglio n. 66. — **OLIVA**

(5242)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Concorso per titoli a tre posti di inserviente in prova nel ruolo del personale subalterno della Pesca, riservato ai reduci.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato;
Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato;
Visto il regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, contenente disposizioni complementari a talune norme sull'ordinamento gerarchico del personale dipendente dalle Amministrazioni dello Stato;
Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1776, contenente la graduatoria dei titoli di preferenza per le ammissioni a pubblici impieghi e successive integrazioni e modificazioni;
Visto il regio decreto 28 settembre 1934, n. 1587, concernente il possesso dei requisiti per l'ammissione ai concorsi ad impieghi nelle Amministrazioni dello Stato;
Visto il regio decreto 6 gennaio 1942, n. 27, contenente provvidenze a favore dei chiamati alle armi nell'assunzione da parte delle Amministrazioni statali e nelle promozioni del personale statale;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, concernente il riconoscimento della qualifica di partigiano combattente;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 novembre 1945, n. 722, concernente il trattamento economico dei dipendenti statali, e successive integrazioni;
Visto il decreto del Ministro per il tesoro 21 novembre 1945, che determina l'assegno mensile da corrispondersi al personale in servizio di prova nelle Amministrazioni dello Stato;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141, contenente norme per lo svolgimento dei concorsi;
Visto il regio decreto 9 dicembre 1941, n. 1644, che ha approvato i ruoli organici del Commissariato generale della pesca;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 251, che ha soppresso il Commissariato generale della pesca, devolvendo le sue attribuzioni al Ministero dell'agricoltura e delle foreste;
Visto il decreto del Capo del Governo 5 marzo 1943, registrato alla Corte dei conti il 10 maggio 1943, registro n. 10 Finanze, foglio n. 229, con il quale fu bandito un concorso per titoli a quattro posti di inserviente in prova nel ruolo del personale subalterno del Commissariato generale della pesca (periodo utile per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso dal 27 maggio 1943 al 26 luglio 1943);
Considerato che con il precedente decreto furono accantonati tre posti a favore di coloro nelle condizioni previste dall'art. 1 del regio decreto 6 gennaio 1942, n. 27, e del decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli a tre posti di inserviente in prova nel ruolo del personale subalterno della pesca.

Al concorso può partecipare il personale non di ruolo che presti servizio da almeno un anno presso i servizi della Pesca o da almeno due anni presso altri uffici del Ministero o altre Amministrazioni dello Stato.

Il concorso, ferme le predette condizioni, è riservato ai combattenti della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione, ai mutilati e agli invalidi della guerra di liberazione, ai partigiani combattenti e ai reduci dalla prigionia o dalla deportazione, nonchè a coloro che, per essersi trovati sotto le armi, è comunque per ragioni dipendenti dallo stato di guerra, non abbiano potuto partecipare al concorso originario indetto con il decreto citato nelle premesse.

Coloro i quali, per essere stati alle armi, o per ragioni dipendenti dallo stato di guerra, non abbiano potuto partecipare al concorso originario, debbono comprovare, per partecipare al presente concorso, che si sono effettivamente tro-

vati in tali circostanze e che possedevano, alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di partecipazione allo stesso concorso originario, tutti i requisiti necessari per parteciparvi, requisiti che debbono tuttora possedere.

Non possono partecipare al concorso coloro che abbiano già preso parte, senza conseguirvi l'idoneità, a due precedenti concorsi per la nomina a inserviente in prova nel ruolo subalterno della Pesca, nè coloro i quali abbiano partecipato, senza conseguirvi l'idoneità, al concorso originario.

Art. 2.

I concorrenti debbono aver compiuto, alla data del presente decreto, il 18° anno di età, mentre si prescinde dal limite massimo di età.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 12, sottoscritte dagli aspiranti e corredate dei documenti appresso indicati, dovranno pervenire al Ministero dell'agricoltura e delle foreste — Direzione generale degli affari generali, dei servizi ispettivi, del coordinamento legislativo e del personale - Ufficio concorsi — non oltre sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

I concorrenti che risiedano nelle Colonie e all'estero, e a coloro che dimostrino di essere chiamati alle armi, è consentito di presentare entro il detto termine le sole domande, salvo a corredarle dei relativi documenti entro i trenta giorni successivi.

Art. 4.

Le domande dovranno indicare il cognome, nome e paternità del concorrente, il suo domicilio e il preciso indirizzo al quale inviare le occorrenti comunicazioni. Esse dovranno altresì contenere la elencazione dei documenti allegati.

I candidati debbono provare di saper leggere e scrivere, e a tale effetto è sufficiente anche una dichiarazione notarile sulla domanda, attestante che la medesima è stata da loro compilata. Si limiteranno però ad unire alla domanda il titolo di studio qualora lo possiedano.

Alle domande dovranno essere allegati i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita, su carta da bollo da L. 16, rilasciato dall'ufficiale dello stato civile del Comune di origine e legalizzato dal presidente del tribunale, o dal cancelliere da lui delegato, o dal pretore competente per territorio;

2) certificato, su carta da bollo da L. 8, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza e legalizzato dal prefetto, dal quale risulti che il candidato è cittadino italiano e gode dei diritti politici.

Sono equiparati ai cittadini dello Stato italiano, ai fini del presente decreto, coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta a norma di legge;

3) certificato generale del casellario giudiziario, su carta da bollo da L. 24, da rilasciarsi dal segretario della procura del tribunale e legalizzato dal procuratore;

4) certificato di buona condotta morale e civile, su carta da bollo da L. 8, da rilasciarsi dal sindaco del Comune ove il candidato risieda da un anno e legalizzato dal prefetto. In caso di residenza inferiore ad un anno, altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni ove il candidato abbia avuto precedenti residenze entro l'anno;

5) certificato medico, su carta da bollo da L. 8, rilasciato da un medico provinciale o militare, ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, da cui risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica.

Nel caso che l'aspirante abbia qualche imperfezione, questa dovrà essere specificatamente menzionata, con dichiarazione che essa non menoma l'attitudine fisica all'impiego per il quale concorre.

La firma del medico provinciale dovrà essere autenticata dal prefetto, quella del medico militare dalle superiori autorità militari e quella dell'ufficiale sanitario dal sindaco, la cui firma dovrà a sua volta essere legalizzata dal prefetto.

I candidati mutilati e invalidi di guerra o per la lotta di liberazione — in qualunque categoria rientri l'invalidità — produrranno il certificato dell'autorità sanitaria previsto dall'art. 14, n. 3 del regio decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dal successivo art. 15.

L'Amministrazione potrà eventualmente far sottoporre i candidati ad una visita medica, da effettuarsi in Roma da un medico di sua fiducia o da un collegio medico da lei nominato, ed escludere dal concorso, a suo giudizio insindacabile, quegli aspiranti che non risultassero idonei al posto cui aspirano;

6) copia del foglio matricolare militare, o foglio di congedo illimitato o certificato, su carta da bollo da L. 8, di esito di leva o di iscrizione nelle liste di leva, debitamente legalizzato.

I candidati che rivestano la qualità di ufficiale produrranno copia dello stato di servizio militare, regolarizzata con marche da bollo da L. 16 sul primo foglio e da L. 12 sugli intercalari.

Per comprovare la qualità di combattente dovrà essere presentata, oltre alla detta copia del foglio matricolare e dello stato di servizio militare, annotata delle benemerenze di guerra, anche la prescritta dichiarazione integrativa per i servizi prestati in zona di operazione e quella per il tempo trascorso in prigionia. I civili internati in Africa o altrove, assimilati ai prigionieri, produrranno i documenti ad essi rilasciati dalle competenti autorità.

Le concessioni di medaglie al valore militare e di croce di guerra, le promozioni straordinarie per merito di guerra, la qualità di ferito in combattimento e le altre attestazioni di merito di guerra, devono essere provate con la esibizione dei relativi brevetti o decreti di concessione, in originale o in copia autenticata da notaio.

La qualifica di partigiano combattente, può essere provvisoriamente comprovata mediante attestazione dell'Associazione nazionale partigiani d'Italia, salvo presentazione, nei trenta giorni dal termine di presentazione delle domande, del regolare documento rilasciato dalle Commissioni competenti, nei modi previsti dal decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518.

I civili deportati o internati dai fascisti o dai tedeschi, dimostreranno la loro qualità con apposita attestazione rilasciata dal prefetto della provincia in cui hanno la loro residenza, giusta il disposto dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27.

I candidati mutilati o invalidi di guerra o per la lotta di liberazione — in qualunque categoria di invalidità rientrino — dovranno provare la loro qualità con l'esibizione del decreto di concessione della relativa pensione, ovvero del certificato mod. 69, rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra; oppure presentando una dichiarazione di invalidità su carta da bollo da L. 8, rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra e vidimata dalla sede centrale dell'Opera stessa, in cui siano indicati anche i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualità di invalido, ai fini dell'iscrizione nei ruoli provinciali di cui all'art. 3 della legge 21 agosto 1921, n. 1312.

Gli orfani di guerra o dei caduti per la lotta di liberazione e i figli dei mutilati ed invalidi di guerra o per la lotta di liberazione, dovranno dimostrare tali loro qualità, i primi mediante certificato su carta da bollo da L. 8, rilasciato dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale per la protezione e l'assistenza degli orfani di guerra e legalizzato dal prefetto; gli altri con il certificato mod. 69, rilasciato dal Ministero del tesoro, Direzione generale delle pensioni di guerra, al nome del padre del candidato, ovvero con certificato, su carta da bollo da L. 8, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza, su conforme dichiarazione di tre testimoni e in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile, e legalizzato dal prefetto;

7) stato di famiglia, su carta da bollo da L. 8, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto. Questo documento dovrà essere presentato soltanto dai coniugati, con o senza prole, e dai vedovi con prole;

8) fotografia recente del candidato, con la sua firma autenticata dal sindaco o da un notaio — la firma dei quali dovrà a sua volta essere legalizzata — e con la prescritta marca da bollo.

Non è consentito, in luogo di questo, la presentazione di altro documento;

9) gli aspiranti dovranno presentare, oltre i documenti sopra elencati, un certificato da rilasciarsi dall'Amministrazione di provenienza, se appartenenti ad altra Amministrazione, o dal capo ufficio, se facenti parte del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, da cui risulti che sono in servizio non di ruolo, la data di assunzione e la loro qualifica. Il certificato dovrà precisare, oltre gli estremi dei provvedimenti di assunzione e di eventuali successive conferme, le mansioni esercitate, l'operosità e il rendimento del candidato.

Ai suddetti documenti, i candidati potranno aggiungere ogni altro titolo che ritengano atto a dimostrare la loro specifica idoneità a ricoprire il posto cui aspirano.

Art. 5.

I documenti di cui ai numeri 2), 3), 4), 5) e 7 dell'articolo precedente, devono essere di data non anteriore a tre mesi da quella di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per i certificati rilasciati dal sindaco del comune di Roma, o da altre autorità amministrative residenti in questo Comune, o dal segretario della Procura di Roma, non occorrono le legalizzazioni delle firme.

Tutti i candidati, a qualunque categoria appartengano (compresi quindi gli invalidi di guerra, gli orfani di guerra, ecc.), hanno l'obbligo di presentare la domanda e i documenti su carta da bollo. Solamente quelli indigenti possono presentare i certificati di nascita, di cittadinanza italiana, di buona condotta e medico in carta libera, purchè in ciascun atto si faccia constatare la condizione di povertà del richiedente mediante citazione dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza. Anche il certificato generale del casellario giudiziario può essere presentato in esenzione dalla tassa di bollo, purchè la richiesta di esso sia fatta al procuratore del tribunale per il tramite del sindaco e sia corredata del prescritto certificato di indigenza.

Salvo quanto è disposto dal precedente art. 3, ultimo comma, a favore dei candidati che risiedono nelle Colonie o all'estero, ovvero siano richiamati alle armi, tutti i documenti dovranno essere effettivamente uniti alle domande.

Non è consentito fare riferimento a documenti presentati per partecipare a concorsi indetti da altri Ministeri, fatta eccezione soltanto per l'originale del titolo di studio, in sostituzione del quale può essere prodotto un certificato dell'Amministrazione presso cui il titolo si trova. E' ammissibile, però, il riferimento ai documenti presentati per partecipare ad altri concorsi indetti dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste — ad eccezione della fotografia, la quale dovrà in ogni caso essere unita alla domanda — purchè i documenti stessi non siano scaduti di validità a termini del primo comma del presente articolo.

I soli documenti attestanti titoli preferenziali valutabili a norma delle vigenti disposizioni di legge, che i candidati intendano far valere, possono essere prodotti dopo il termine per la presentazione delle domande, ma non oltre, comunque, i trenta giorni successivi al detto termine.

Non si terrà conto delle domande che perverranno al Ministero dopo il termine stabilito dall'art. 3, primo comma, anche se presentate in tempo utile agli uffici postali o ferroviari; nè delle domande prive di qualcuno dei documenti richiesti, o corredate di documenti irregolari.

L'Amministrazione si riserva, per altro, compatibilmente con le esigenze di sollecito espletamento del concorso, la facoltà di invitare gli interessati a regolarizzare, entro un breve termine perentorio, le domande e i documenti che non fossero conformi alle prescrizioni del presente decreto.

Art. 6.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso devono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

Ai sensi dell'art. 1 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, l'ammissione al concorso può essere negata con decreto Ministeriale non motivato e insindacabile.

Art. 7.

La Commissione giudicatrice del concorso sarà composta da un funzionario di grado non inferiore al 6°, presidente; e di due funzionari di grado non inferiore all'8°, membri.

Disimpegnerà le funzioni di segretario della Commissione un funzionario di grado non inferiore al 9°.

Art. 8.

La Commissione, in base ai titoli e ai documenti esibiti, attribuirà a ciascuno degli aspiranti una votazione espressa in centesimi.

L'idoneità sarà riconosciuta a quei candidati che abbiano riportato una votazione non inferiore a 60/100.

La Commissione formerà apposita graduatoria di merito secondo l'ordine di votazione attribuito ai singoli aspiranti.

Art. 9.

In base alle risultanze degli atti della Commissione, il Ministro riconosce la regolarità del procedimento del concorso e approva con proprio decreto la graduatoria dei vincitori del concorso e dei dichiarati idonei.

Sui reclami, che debbono essere presentati non oltre il termine di quindici giorni alla data di pubblicazione del decreto di cui al precedente comma, decide in via definitiva il Ministro, sentita la Commissione giudicatrice.

Art. 10.

I vincitori del concorso saranno assunti temporaneamente in prova per il periodo di sei mesi trascorso il quale, se a giudizio del Consiglio di amministrazione avranno dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, saranno nominati in ruolo, con lo stipendio iniziale e gli altri assegni stabiliti di inserviente.

Coloro che allo scadere del periodo di esperimento fossero, invece, a giudizio del Consiglio di amministrazione, ritenuti non meritevoli di conseguire la nomina in ruolo, saranno licenziati senza diritto ad alcun indennizzo, salva la facoltà del Consiglio di amministrazione di prorogare l'esperimento di altri sei mesi.

I vincitori del concorso che si trovino nelle condizioni di cui all'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, saranno dispensati dal servizio di prova e conseguiranno la nomina ad inserviente con riserva di anzianità rispetto a coloro sottoposti a servizio di prova che li precedono nella graduatoria.

Sarà ritenuto dimissionario il vincitore che, senza motivo ritenuto giustificato dall'Amministrazione, non assuma servizio, nel termine prefisso, presso l'ufficio assegnatogli.

Art. 11.

Ai vincitori del concorso sarà corrisposto, durante il periodo di prova, un assegno mensile che non può eccedere il dodicesimo dello stipendio iniziale di inserviente, oltre l'indennità di caro-vita spettante in base alle vigenti disposizioni.

Ad essi non compete altro rimborso, all'infuori della spesa del viaggio in seconda classe dalla loro residenza alla sede ove sono destinati.

Gli assunti in prova che provengano da altri ruoli del personale statale, conservano il trattamento stabilito dall'ultimo comma dell'art. 1 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46.

Per ciò che non è contemplato nel presente bando valgono, in quanto applicabili, le norme contenute nel regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 aprile 1947

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 agosto 1947
Registro Agricoltura e foreste n. 17, foglio n. 63. — MARRA.

Avvertenza.

Successivamente alla data del bando del concorso, il decreto legislativo dell'11 aprile 1947, n. 242, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 86 del 26 aprile 1947, ha aumentato le tasse di bollo nella misura seguente:

da L. 8 a L. 24; da L. 12 a L. 32; da L. 16 a L. 40; da L. 24 a L. 60.

La domanda di partecipazione al concorso, dovrà, pertanto, essere redatta in carta da bollo da L. 32, mentre per gli altri documenti le tasse saranno aumentate come sopra.

(5229)

MINISTERO DEI TRASPORTI

Graduatoria di merito del concorso a centotrenta posti di sottocapo delle stazioni in prova, riservato ai reduci

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto il decreto Ministeriale 17 maggio 1946, n. 4017;
Visto l'art. 11 del regio decreto-legge 17 novembre 1938, n. 1785;
Visto il decreto Ministeriale 9 dicembre 1942, n. 1927;
Visto il regio decreto 6 gennaio 1942, n. 27;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141;
Udita la relazione della Direzione generale delle ferrovie dello Stato (Servizio personale e affari generali) n. P.A.G. 41/24/204/258791/T in data 21 novembre 1947;
Sentito il Consiglio di amministrazione;

Decreta:

1. — E' approvata l'annessa graduatoria di merito del concorso a centotrenta posti di sottocapo delle stazioni in prova riservato a favore dei reduci di guerra.

2. — La nomina in prova dei vincitori deve aver luogo con decorrenza unica dal 15 gennaio 1948.

3. — I dieci candidati idonei, oltre i vincitori, possono essere assunti a ruolo.

4. — I sottoindicati sei concorrenti, che ottennero l'ammissione alle prove orali dell'analogo concorso originario di cui al decreto Ministeriale 9 dicembre 1942, n. 1927, e che sono risultati idonei nel concorso di cui al decreto Ministeriale 17 maggio 1946, n. 4017, devono essere inseriti, come appresso, nella graduatoria approvata con decreto Ministeriale 19 ottobre 1943, n. 1250, con decorrenza, della nomina in prova, agli effetti giuridici, dal 1° dicembre 1943:

Tortora Ilario, tra Perrone Antonio (12° in graduatoria) e Morra Gianfranco (13° in graduatoria);
Talocchini Timo, tra Di Gaetano Orazio (22° in graduatoria) e Frollo Vincenzo (23° in graduatoria);
Di Cioccio Carmine, tra Gileno Nicola (29° in graduatoria) e Quagliata Giuseppe (30° in graduatoria);
Corsetti Elio, tra Lecchini Ezio (31° in graduatoria) e Tricase Angelo (32° in graduatoria);
Tuscano Antonio, tra Alinovi Nello (37° in graduatoria) e Ronco Franco (38° in graduatoria);
Zazzano Eduardo, tra Epifani Giacomo (62° in graduatoria) e Calanduccio Davide (63° in graduatoria).

Roma, addì 22 novembre 1947

Il Ministro: CORBELLINI

Concorso a centotrenta posti di sottocapo delle stazioni in prova riservato a favore dei reduci, bandito con decreto Ministeriale 17 maggio 1946, n. 4017:

GRADUATORIA DI MERITO

1. Tammaro Antonio
2. Fichi Fernando
3. Mauri Mario
4. Foglia Walter
5. Pari Mario
6. Iudicello Placido
7. Ballerini Bruno
8. Plan Elio
9. Spadafora Antonio
10. Ceragioli Ermenegildo
11. Piovesan Italo
12. Campanella Rocco
13. Curcio Alessandro
14. Paternoster Vincenzo
15. Ottaviano Gaetano
16. Gregoratti Remo
17. Mannucci Aldo
18. Mancini Pasquale
19. Di Piazza Giovanni
20. Martinez Francesco
21. Rasimelli Torello
22. Messina Gioacchino
23. Dubla Giovanni
24. Di Fatta Domenico
25. Innocenti Pietro
26. Dell'Oste Duilio
27. Cavatorta Ettore
28. Bottacini Michelangelo
29. Muratore Carlo
30. Sagone Francesco
31. Tiburzi Settimio
32. Leo Luigi
33. Pannier Suffat Aldo
34. De Carlo Vittorio
35. Di Gennaro Ignazio
36. Chiesa Antonio
37. Longo Nicola
38. Iervolino Antonio
39. Sguanci Ermenegildo
40. Milanesi Ferruccio
41. Nastasi Francesco
42. Polimeno Salvatore
43. Fossi Enzo
44. Scornavacca Angelo
45. Rech Silvano
46. Verri Pietro
47. Mastrocicco Elio
48. Messina Michele
49. Palestini Luigi
50. Del Pero Giuseppe
51. Tamburrino Ervè
52. Soldateschi Renato
53. Fiorini Luciano
54. Cesaria Francesco
55. Margiaria Filippo
56. Scalenghe Luciano
57. Borrillo Michelangelo
58. Pirlo Renato
59. Pirozzi Rocco
60. De Marco Domenico
61. Almerico Pasquale
62. Carroccio Agatino
63. Natali Loretto
64. Granello Fausto
65. Ciasca Mario
66. Cancelmo Edoardo
67. Menichini Valerio
68. Guzzetti Luigi
69. Vecchi Angiolino
70. Tortora Ilario
71. Rapetti Emilio
72. Sapuppo Orazio
73. Aschi Ezio
74. Giordano Alfredo
75. De Paoli Giovanni
76. Seller Roberto
77. Lelli Luciano
78. Costantino Antonino
79. Ficano Giovan Battista
80. Maina Domenico
81. Romano Giacomo
82. Di Lorenzo Mario
83. Romagnoli Rinaldo
84. Cressano Aldo
85. Bellocchi Roberto
86. Tavanti Franco
87. Cara Francesco
88. Arini Igino
89. Andreazza Giacomo
90. Pierpaoli Domenico
91. Mensi Lelio
92. Giordani Giuseppe
93. Bassetta Danilo
94. Talocchini Timo
95. Bellamio Ettore
96. Balestrini Alberto
97. Calicchio Francesco
98. Lipari Michele
99. Evangelista Ugo
100. Goi Angelico
101. Russo Salvatore
102. Panaro Angelo
103. Alberti Giuseppe
104. Di Cioccio Carmine
105. Arcangeli Luigi Eligio
106. Pratesi Senio
107. Antolini Fabio
108. Fara Pietro
109. Guida Giovanni
110. Corsetti Elio
111. Losi Mario
112. Costagiorgiano Mariano
113. Ciappelloni Venturino
114. Sabatino Carmine
115. Tuscano Antonio
116. Brescianini Luigi
117. Todisco Giuseppe
118. Braccialarghe Pasquale
119. Rossignoli Sabino
120. Izzillo Salvio
121. Russo Francesco
122. Peirano Luigi
123. Giovinazzo Bruno
124. Maroni Rolando
125. Stella Natale
126. Bedin Cirillo
127. Cerri Ezio
128. Pisciotta Francesco
129. Lozzi Athos
130. Zanotti Elios
131. Benedetti Remo
132. Zazzano Eduardo
133. Montagna Cesare
134. Fleba Renzo
135. Balestrieri Luigi
136. Donisotti Erminio
137. Vitter Emanuele
138. Falcone Aldo
139. Scuderi Vincenzo
140. Misuraca Giuseppe

Il capo del servizio: GAMBINO

(5266)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.